

Questions orales

tout le Canada et laisseront à nos jeunes athlètes amateurs un stimulant et un héritage énormes.

Des voix: Bravo!

* * *

LES DROITS DES AUTOCHTONES

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. D'après un document fédéral daté du 26 mars, il semble que le gouvernement soit prêt à préconiser l'autonomie politique des autochtones et à la constitutionnaliser. Comme bien d'autres documents du gouvernement, il n'est toutefois pas clair du tout. Il est pas mal vague.

Je voudrais que le ministre nous donne des précisions. Le gouvernement du Canada va-t-il proposer, à la conférence des premiers ministres, de constitutionnaliser le droit des autochtones à l'autonomie politique et d'en faire un droit inhérent? Ou bien, compte tenu de toutes les conditions que l'on trouve dans ce document, allons-nous tout simplement céder quelques droits et responsabilités administratifs aux autochtones? Si c'est tout ce que cela signifie, la conférence constitutionnelle n'est pas nécessaire.

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, le député le sait je pense, ce document est une fuite, d'après les journaux. Comme il s'agit d'une fuite, il n'est que juste de dire que j'ignore de quoi il s'agit. Si je le savais, ce ne serait pas une fuite. Je ne sais pas exactement ce que le député veut dire parce que je n'ai pas de copie du document qu'il a en main.

A propos d'autonomie politique, je crois que le député serait le premier à insister pour que le gouvernement, les provinces et les autochtones discutent et échangent des renseignements. Cela se fera en temps et lieu.

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, c'est exactement cela. Tant que le droit inhérent des autochtones à l'autonomie politique ne sera pas reconnu dans la constitution et que les provinces ne seront pas disposées à adopter une position aussi progressiste que celle qui émane peut-être de ce document, la conférence de mardi et de mercredi sera une fois de plus une opération de relations publiques, domaine où les conservateurs excellent.

● (1450)

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, j'espère bien que le député ne verra aucun inconvénient à ce que je lui rappelle que

les conférences de 1983 et 1984 étaient organisées par son parti, et qu'elles n'ont été une réussite à aucun point de vue.

Je lui certifie que les 2 et 3 avril, s'il veut bien nous laisser un peu d'espoir et faire preuve d'indulgence, nous réussirons là où son parti à échoué.

* * *

LE COMMERCE

LES MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS CONTRE LES EXPORTATIONS DE PORC DU CANADA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président ma question s'adresse au ministre chargé du Commerce international. Il se rappellera qu'il y a à peine une semaine et demie on faisait énormément de bruit au sujet des nouveaux rapports établis entre le premier ministre et le président des États-Unis, entre le gouvernement du Canada et l'administration américaine. J'en avais conclu que les Canadiens allaient profiter de cette nouvelle et cordiale relation. Pourquoi alors les dirigeants des États-Unis et amis du ministre s'en prennent-ils à nos producteurs de porcs?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Je vous prie de m'excuser, monsieur le Président. Je n'ai pas entendu la question du député. J'ai cru qu'elle s'adressait au ministre chargé du Commerce international.

Des voix: Oh, oh!

M. Blaikie: C'est vrai.

M. Wise: Pourtant, je voudrais en profiter pour répondre à cette question.

M. Riis: Vous ne savez pas quelle est la question et pourtant vous avez quand même quelque chose à dire.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. Le président peut difficilement accepter qu'un ministre réponde à une question qu'il n'a pas entendue. Une question supplémentaire au député de Hamilton Mountain.

Des voix: Oh, oh!

L'INCIDENCE SUR LE CANADA

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire, mais je précise que je m'étais adressé au ministre chargé du Commerce international. Il ne semble pas comprendre que cette question le concerne. Je vais donc lui demander combien de Canadiens seront sacrifiés avant que le ministre et le gouvernement ne se rendent compte que les nouveaux rapports sont à sens unique, favorables aux États-Unis d'Amérique mais contraires aux intérêts du Canada.